

Nouvelle Lettre ouverte de Pancrace Cimpaye au Président Nkurunziza

@rib News, 22/06/2011 CIMPAYE Pancrace
2011pcimpaye@yahoo.fr Bruxelles Belgique
Objet : Lettre ouverte pour les négociations avec l'opposition
Son Excellence Monsieur le Président
République du Burundi
En date du 5 février 2011, journée nationale d'unité, je vous avais écrit une lettre ouverte qui vous suggère la meilleure voie de sortie de cette crise politico-sécuritaire. La voie du dialogue avec l'opposition extraparlamentaire que je préconise, vous venez de la refuser catégoriquement. En effet votre déclaration du 13 juin 2011 est sans équivoque : « nous n'aurons jamais de négociations avec l'opposition » car dites-vous, vous êtes un pouvoir démocratiquement élu pour un mandat de cinq ans. Et pourtant la situation politique, sécuritaire et économique est très alarmante. Il y a le feu dans la demeure !

Excellence Monsieur le Président, votre refus catégorique de négocier avec l'opposition alors que tous les indicateurs sont au rouge constitue une déclaration de guerre à votre propre peuple. Avec cette déclaration vous venez de poser un acte très grave et lourd de conséquences. A ce titre ce choix viole l'esprit et la lettre du Pacte de Cohabitation conclu entre burundais et signé le 20 août 2000 à Arusha. En conséquence votre déclaration est une violation de la constitution qui est une résultante de ces Accords. Or la violation de la Constitution par le Président de la République constitue un acte de trahison. Excellence Monsieur le Président, le peuple burundais est abasourdi par votre refus de toute perspective de négociations avec l'opposition. Il n'en revient pas ! Il a attendu d'être rassuré par ce refus, un refus qui émane de Monsieur Pierre Nkurunziza, un pur produit des négociations. Sur ce, il s'attend de vous rappeler Monsieur le Président que si vous êtes au pouvoir aujourd'hui c'est la faveur des négociations et non d'une victoire militaire. Rappelez-vous que si vous avez pu être candidat à votre propre succession en 2010 malgré l'interdiction du code électoral qui rejetait votre candidature, c'est parce qu'il y a eu des négociations. Il est donc surprenant aujourd'hui que vous brandissiez la Victoire Electorale, contestée, de 2010 pour rejeter toute négociation avec l'opposition. Excellence Monsieur le Président, avec votre autorisation laissez-moi vous interdire une VICTOIRE ELECTORALE. Certes la victoire donne le pouvoir de présider aux destinées d'une Nation mais, les heureux élus n'ont pas le droit de tuer, de torturer, d'emprisonner et d'exiler les opposants politiques sous prétexte qu'ils ont une victoire électorale en poche pour un mandat de 5 ans ; les heureux élus n'ont pas le droit de persécuter la presse et la société civile sous prétexte qu'ils ont la victoire électorale en poche pendant 5 ans ; les heureux élus n'ont pas le droit de mettre en place une législation qui interdit les partis politiques de l'opposition sous prétexte qu'ils ont une victoire électorale en poche pour 5 ans ; les heureux gagnants n'ont pas le droit de monopoliser un dossier aussi sensible comme celui de la Commission Vérité et Réconciliation sous prétexte qu'ils ont une victoire électorale en poche pour 5 ans ; les heureux élus n'ont pas le droit d'inscrire en mode de gouvernement la Corruption, la Concussion, le pillage, la gabegie sous prétexte qu'ils ont une victoire électorale en poche pour 5 ans ; les heureux élus n'ont pas le droit de dilapider le Trésor public sous prétexte qu'ils ont la victoire électorale en poche pour 5 ans. Excellence Monsieur le Président, une victoire électorale fut-elle du CNDD-FDD qui n'observe pas ces interdits ne permet pas de terminer son mandat. A ce propos, vous est-il arrivé de vous poser la question de savoir pourquoi Monsieur Hosni MOUBARAK qui avait été élu avec 88,6% a été écarté comme un malpropre avant la fin de son mandat ? vous est-il arrivé de réfléchir sur le départ précipité de Monsieur Ben-Ali qui avait pourtant une victoire électorale en poche avant la fin de son mandat ? dans votre méditation quotidienne vous arrive-t-il de jeter un coup d'œil sur ce qui arrive à Bachar El-Assad président syrien qui a pourtant été élu avec 97,6% ? Du haut de la tribune de l'Union Africaine à Addis-Abeba en juin 2011, devant un parterre de chefs d'Etat africains, la Secrétaire d'Etat américaine Madame Hillary CLINTON a envoyé un message clair qui explique les raisons du départ de MOUBARAK et de BEN ALI : « le statu quo, c'est fini ; les vieilles façons de gouverner ne sont plus acceptables. Il est temps pour les chefs de rendre des comptes, de traiter leur peuple avec dignité, de respecter leurs droits et d'obtenir des résultats économiques. S'ils ne le font pas, il est temps pour eux de partir. » Cette envoyée du Président Barack OBAMA devait ajouter : « pour ces Chefs qui s'accrochent au pouvoir à tout prix, qui suppriment les voix discordantes, qui s'enrichissent, eux et leurs partisans au détriment de leur peuple, changez ou le temps se chargera de vous montrer que vous êtes au mauvais côté de l'Histoire ». Au demeurant, Excellence Monsieur le Président, un pouvoir qui opprime son peuple, même s'il est élu, n'a pas le droit de mépriser l'opposition au point de refuser tout contact ; il n'a surtout pas le droit de se prévaloir d'une victoire quelconque. Dès lors le choix judicieux qui doit conduire au changement que Washington passe, chez nous, par les négociations avec l'opposition extraparlamentaire. En revanche comme vous fermez toutes les portes à l'opposition, il ne restera qu'une seule voie : celle du « printemps arabe ». Et pour Hillary CLINTON : « le printemps arabe a une signification toute particulière : changez s'il est encore temps ou vous serez changés. » Excellence Monsieur le Président, le vent de la Révolution soufflera bientôt sur le Burundi. En effet vous avez en face de vous : une opposition aguerrie, rompue à toutes les techniques et tactiques du marigot politique burundais ; une grande majorité du peuple burundais assailli par la misère et l'insécurité ; une majorité des membres de votre propre parti qui sont jaloux de la petite bourgeoisie d'opportunistes qui vivent dans l'opulence au moment où eux broient du noir, nageant dans une misère chronique ; une société civile et une presse exacerbées par votre mauvaise gouvernance ; le bruit des bottes d'une rébellion qui progresse à l'horizon ; une armée et une police qui ont vécu le cauchemar d'une guerre civile qui avait une toile de fond ethnique. Aujourd'hui les hommes et les femmes de ce corps ont compris l'attendue de cette manipulation ethnique ; ils ne sont pas prêts à se battre pour une ethnie ! Et puis, quelle ethnie ? Autant dire que la motivation pour une nouvelle guerre civile

